

Bulletin d'histoire politique

Sylvie Lacombe, La rencontre de deux peuples élus, Les Presses de l'Université Laval, Québec, 2002, 291 p.

Béatrice Richard



Volume 12, numéro 2, hiver 2004

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060706ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060706ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Richard, B. (2004). Compte rendu de [Sylvie Lacombe, La rencontre de deux peuples élus, Les Presses de l'Université Laval, Québec, 2002, 291 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 12(2), 257–260. <https://doi.org/10.7202/1060706ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2004

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Sylvie Lacombe, *La rencontre de deux peuples élus*, Les Presses de l'Université Laval, Québec, 2002, 291 p.

Voici une contribution majeure à l'histoire des identités nationales au Canada. Le livre de l'anthropologue et sociologue Sylvie Lacombe présente ceci d'original qu'il offre une étude comparative de l'évolution de la conscience nationale des deux solitudes entre 1896 et 1920. La période choisie n'est pas anodine: marquée par la montée des empires coloniaux (Grande-Bretagne, France, Allemagne, Russie, etc.), elle oblige le dominion du Canada à s'interroger sur son destin politique, en clair sur les modalités de son accession au statut de nation autonome. Dans ce contexte délicat, plusieurs courants antagonistes tentent alors de définir un projet canadien. Trois grandes visions émergent de cette effervescence, nous montre l'auteure: le continentalisme (qui prône le rapprochement avec les États-Unis), l'impérialisme et le nationalisme pan-canadien (essentiellement défini par Henri Bourassa). Les débats souvent acrimonieux qui s'ensuivent entraînent un état de crise politique chronique qui atteint des pics avec la guerre des Boers (1899-1902), la question du renouvellement du traité de réciprocité avec les États-Unis et la crise navale (1910-1911).

Vu du Québec cependant, les deux principaux pôles idéologiques qui animent la scène politique du Dominion au tournant du ^{xx}e siècle, ont toujours été le nationalisme et l'impérialisme. Sylvie Lacombe a le mérite de dépoussiérer cette image peut-être trop simple, cela sans nier pour autant que polarisation des enjeux politiques en fonction du clivage ethnique binational du Canada. La cause nationaliste appartient alors essentiellement aux Canadiens français, tandis que le rêve impérialiste ne séduit à peu près que des Canadiens d'origine britannique. Ces divergences, rappelle l'étude de Mme Lacombe, débouchent sur deux conceptions du Canada: le nationalisme pan-canadien et binational, incarné par Henri Bourassa, petit-fils de Louis-Joseph Papineau et fondateur du *Devoir*, et un impérialisme spécifiquement canadien-anglais où se mêle le désir ardent de participer à la mission

« civilisatrice » de l'empire britannique, fût-ce au prix de conflits sanglants comme la guerre des Boers.

À cet égard, c'est sans doute l'analyse de l'impérialisme canadien-anglais de l'époque proposée dans cet essai qui s'avère la contribution la plus intéressante. L'auteure replace ce mouvement dans sa perspective continentale, proposant ainsi un angle nouveau aux historiens québécois francophones. En effet, leur littérature ne fait généralement référence à l'impérialisme que lorsqu'il s'agit de traiter d'affaires militaires ou internationales¹. Notamment dans le chapitre consacré aux débats entourant le renouvellement du traité de réciprocité avec les États-Unis (p. 131-151), Sylvie Lacombe met en relief un Canada anglais divisé entre impérialistes et continentalistes. Les premiers, soucieux de resserrer leurs liens moraux et économiques avec la Grande-Bretagne pour éviter l'annexion avec le voisin du sud, s'opposent féroce­ment aux seconds, partisans d'un libre-échange intégral entre le Canada et les États-Unis. À cet effet, l'auteure nous montre une société canadienne-anglaise en pleine crise existentielle : inexorablement attirée dans l'orbite économique de son puissant voisin, mais piégée par sa loyauté à l'Angleterre, pierre d'assise de sa fragile identité nationale. « Les Canadiens anglais n'ont pas d'intérêts, ils n'ont que des sentiments », ainsi serait-on tenté de résumer la thèse de Sylvie Lacombe. En cela, ceux-ci rejoignent leurs concitoyens francophones dont Bourassa se fait l'écho en situant les valeurs morale au sommet du politique.

En fait, un certain nombre de Canadiens anglais sont d'avis que des relations plus serrées avec leur voisin serviraient mieux les intérêts du pays. Le journaliste Goldwin Smith, le plus célèbre continentaliste de l'époque va jusqu'à prôner l'union avec les États-Unis. Le Parti libéral fait quant à lui la promotion d'un continentalisme plus modéré. Ainsi, lorsque Wilfrid Laurier arrive au pouvoir en 1896, il poursuit la politique nationale de Macdonald, tout en s'efforçant de faire baisser les barrières tarifaires entre les deux pays. Mais cette dernière option, nous rappelle Lacombe, outre la question navale, lui coûtera le pouvoir en 1911, indice de l'influence du courant impérialiste au Canada anglais².

Dans le volet consacré au nationalisme, Lacombe propose une lecture renouvelée de la pensée de Henri Bourassa. Quoique fortement empreint de libéralisme, affirme-t-elle, son discours apparaît modelé du début à la fin par un catholicisme ultramontain, même après la Première Guerre mondiale. L'auteure bat ainsi en brèche la thèse communément admise, notamment celle de Groulx et de Rumilly, selon laquelle cette période marque une rupture dans la pensée bourrassiste, le fondateur du *Devoir* limitant la plupart de ses interventions à une glorification de la papauté³. S'il y a rupture, suggère Lacombe, celle-ci provient plutôt de ses jeunes disciples — que l'on suppose

être Lionel Groulx, Olivar Asselin et Antonio Perrault (p. 264) — dont le discours évolue vers un nationalisme plus spécifiquement canadien-français.

À notre avis, cette thèse appelle quelques nuances. Si l'influence constante du catholicisme dans l'œuvre de Bourassa demeure indéniable, l'ensemble de son œuvre — magistrale — montre que son importance relative a augmenté notablement après la Grande Guerre. Par ailleurs, en reliant cette évolution à l'affirmation d'un nationalisme plus proprement canadien-français semble un peu rapide, Sylvie Lacombe minimise l'impact dévastateur de la Grande Guerre sur le projet pan-canadien binational de Bourassa. Certes, la crise de la conscription de 1917 laisse le pays plus divisé que jamais. En outre, la grande saignée de 1914-1918 sonne le glas de cet impérialisme britannique autour duquel s'est cristallisée la pensée politique du tribun nationaliste. Au Canada notamment, les champs de bataille deviennent le creuset d'une nouvelle identité nationale anglo-centrique qui exclut de fait la réalité canadienne-française⁴.

On pourrait exprimer aussi des réserves sur la structure de l'essai : l'auteur réduit l'étude du nationalisme canadien aux seuls écrits de Bourassa, alors que son analyse de l'impérialisme s'appuie sur plusieurs auteurs. L'asymétrie qui en résulte a pour effet de renforcer une perception de la société canadienne-française de cette époque que l'on croyait révolue : monolithique et catholique. Or, certains aspects du nationalisme que professe Bourassa n'appartiennent sinon qu'à lui, du moins à une fraction de ses contemporains nationalistes. C'est le cas justement de son ultramontanisme dont même un Lionel Groulx n'hésitera pas à fustiger les excès, considérant cette dévotion comme l'expression d'une « maladie morale » héréditaire⁵. Et que dire d'un Olivar Asselin, dont les démêlés avec le maître et avec le pouvoir clérical sont notoires, ou d'un Jules Fournier peu porté sur les bigoteries ? Faire intervenir ces penseurs et acteurs du mouvement nationaliste de l'époque aurait probablement mieux rendu compte de la complexité et de la richesse de celui-ci.

Pour autant, ces remarques ne devrait aucunement détourner le lecteur du travail passionnant de Sylvie Lacombe ; celui-ci ouvre des pistes de réflexion prometteuses et de nature à ranimer les débats sur les nationalismes canadiens.

BÉATRICE RICHARD
historienne

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Les historiens francophones n'ont guère analysé en profondeur l'impérialisme de leurs compatriotes anglophones. Inversement, plusieurs auteurs anglophones se penchés sur

le nationalisme canadien-français, notamment à travers l'étude de la pensée de Henri Bourassa. Que l'on songe à cet égard aux travaux de Joseph Levitt, dont *Henri Bourassa and the Golden Calf. The Social program of the Nationalists of Quebec, 1900-1914*, Ottawa, les Éditions de l'Université d'Ottawa, 1972.

2. Rappelons que cette influence s'exerce par le biais des milieux financiers de Toronto et de Montréal. Estimant leurs profits menacés par un éventuel accord de réciprocité, ces derniers orchestrent une vaste campagne de peur centrée sur le spectre de l'annexion aux États-Unis.

3 Lionel Groulx, *Mes Mémoires*, 2, Montréal, Fides, 1971, p. 225-257; Robert Rumilly, *Henri Bourassa*, Montréal Chantecler, 1953, p. 723.

4 Lire à ce sujet: Jonathan F. Vance. *Death so Noble: Memory, Meaning, and the First World War*, Vancouver, UBC Press, 319 p., 1997.

5 Lionel Groulx, *Mes Mémoires*, 2, Montréal, Fides, 1971, p. 225-257.

Pierre Vennat et Michel Litalien, *Carabiniers et Voltigeurs contre Louis Riel: Histoire militaire et politique méconnue*, Montréal, Méridien, 2003, 308 p.

Carabiniers et Voltigeurs contre Louis Riel est un ouvrage se penchant sur l'un des événements troubles de l'histoire canadienne, à savoir la répression de la Rébellion des Métis de 1885 par la jeune Confédération canadienne. Plutôt que de retenir la figure controversée de Louis Riel, chef charismatique du soulèvement métisse, c'est sous un jour nouveau et dans le but d'ouvrir de nouvelles perspectives de recherche aux historiens, que ce livre a fait le choix de s'arrêter sur la question de la place des miliciens canadiens-français dans la campagne du Nord-Ouest de 1885, campagne militaire qui a mené à la capture et à la pendaison de Louis Riel. Cette caractéristique du sujet traité inscrit *Carabiniers et Voltigeurs contre Louis Riel* au cœur même d'un nouveau courant historiographique qui a vu le jour au Québec depuis une décennie (l'avant-propos de l'ouvrage s'attarde d'ailleurs sur cette question, p. 7-11). Ce dernier vise à retrouver la place des Canadiens français/Québécois dans le fait historique militaire canadien. Les auteurs de l'ouvrage, Pierre Vennat et Michel Litalien, s'inscrivent tout à fait dans ce débat. L'objectif avoué du livre est ainsi d'individualiser les miliciens canadiens-français de la milice canadienne. Pour ce faire, les auteurs ont décidé de se pencher uniquement sur les deux seuls bataillons canadiens-